

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is de nadere regels voor de werking van de Erkennings- en adviescommissie opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 zonder verwijl vast te stellen ten einde de Franse Gemeenschap de mogelijkheid te bieden de opvangcentra voor volwassenen te erkennen, overeenkomstig het voornoemd decreet;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1996;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort;

Gelet op de na de beraadslaging van de Regering van 26 augustus 1996 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, moet worden verstaan onder :

1° Commissie de erkennings- en adviescommissie voor de opvangcentra;

2° de Minister, de Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort.

Art. 2. De Commissie heeft haar zetel te Brussel.

De voorzitter roept de Commissie bijeen telkens hij het nodig acht voor het regelmatig onderzoek van de aangelegenheden.

Op de bijeenroeping waarbij de agenda wordt medegedeeld, worden de plaats, de dag en het uur van de vergadering vermeld. Samen met de notulen van de vorige vergadering wordt zij veertien dagen vóór de datum van de vergadering naar de leden gezonden. In dringend geval, wordt deze termijn tot vijf dagen herleid.

Art. 3. De secretaris is inzonderheid belast met het bijhouden van het register, het opstellen van de notulen, van het verslag en van de adviezen die aan de Minister moeten worden overgemaakt.

Art. 4. De Commissie kan slechts geldig zitting houden indien de voorzitter en ten minste zeven stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Zij spreekt zich uit bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

Er wordt met handopsteken gestemd.

De Commissie zetelt met gesloten deuren.

De Commissie kan in haar midden permanente secties oprichten die bijzonder belast zijn met het onderzoeken van specifieke problemen.

Art. 5. De voorzitter en de leden van de Commissie die geen ambtenaren zijn, kunnen aanspraak maken op een zitpenning per vergadering van ten minste drie uren waarvan het bedrag vastgesteld is op 1 200 BF voor de voorzitter en 1 000 BF voor de leden.

De Franse Gemeenschap dekt de risico's van het gebruik van een persoonlijk voertuig niet.

Art. 6. De vertegenwoordiging van de erkende maar niet betoelaagde centra in de Commissie moet effectief zijn wanneer de mandaten hernieuwd worden.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 september 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Bevordering van de Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 2464

[S - C - 29349]

26 AOUT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement supérieur de type court de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 62;

Vu l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 21 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 9 juillet 1996;

Vu le protocole du 16 juillet 1996 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 août 1996,

Arrête :

Article 1er. Sont visés par le présent arrêté les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation exerçant dans un établissement d'enseignement supérieur de type court de la Communauté française à la date du 1er avril 1996 une des fonctions à prestations complètes suivantes: directeur, sous-directeur, éducateur-économe, secrétaire de direction.

Art. 2. Peut être nommé à titre définitif à la fonction de directeur, le membre du personnel qui répond aux conditions 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et qui postule un emploi de directeur visé à l'article 1er.

Par dérogation au 5° de l'article 97 du même arrêté, le membre du personnel visé à l'alinéa 1er peut être porteur d'un diplôme de fin d'études délivré par une université, par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou par un jury de la Communauté française ou d'un titre qui a été assimilé à un tel diplôme.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions des articles 78 alinéas 2, 3 et 4, et 86 à 91 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, peuvent être nommés à titre définitif aux fonctions de sous-directeur, secrétaire de direction et éducateur-économe les membres du personnel qui remplissent les conditions de l'article 83 du même arrêté.

Art. 4. La nomination à titre définitif des membres du personnel visés à l'article 1er ne peut intervenir que dans le respect de l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat et de l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court.

Art. 5. Les membres du personnel sont, en vertu du présent arrêté, nommés à titre définitif à la date du 29 juin 1996.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juin 1996.

Art. 7. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 août 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2484

[S - C - 29349]

26 AUGUSTUS 1996. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het hoger onderwijs van het korte type van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet d.d. 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, inzonderheid op artikel 62;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 d.d. 21 juli 1982 houdende vaststelling van de regels en de voorwaarden in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel, inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 12 januari 1966 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en het psychologisch personeel en het sociaal personeel, het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijks- en onderwijzinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijks- en onderwijzinrichtingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 21 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van begroting gegeven op 9 juli 1996;

Gelet op het protocol dd. 16 juli 1996 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 26 augustus 1996,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft betrekking op de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel die in een instelling voor hoger onderwijs van het korte type van de Franse Gemeenschap een van de volgende ambten met volledige prestaties uitoefenen op 1 april 1996 : directeur, onderdirecteur, opvoeder-huismeester, directiesecretaris (tresse).

Art. 2. Mag vast benoemd worden tot het ambt van directeur het personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7° van artikel 97 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, en dat solliciteert naar een in artikel 1 bedoelde betrekking van directeur.

In afwijking van 5° van artikel 97 van hetzelfde besluit mag het in lid 1 bedoelde personeelslid houder zijn van een eindexamen uitgereikt door een universiteit, door een instelling voor hoger onderwijs van het lange type of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap, of van een bekwaamheidsbewijs dat gelijkgesteld werd met een dergelijk diploma.

Art. 3. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 78 lid 2, 3 en 4, en 86 tot 91 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 mogen de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 83 van hetzelfde besluit vast benoemd worden tot het ambt van onderdirecteur, directiesecretaresse en opvoeder-huismeester.

Art. 4. De benoeming in vast verband van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden moet gebeuren met inachtneming van het koninklijk besluit d.d. 12 januari 1966 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs en van het koninklijk besluit nr. 78 d.d. 21 juli 1982 houdende vaststelling van de regels en voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel, inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type.

Art. 5. Krachtens dit besluit worden de personeelsleden vast benoemd met ingang van 29 juni 1996.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 15 juni 1996.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort is belast met de toepassing van dit besluit.
Brussel, 26 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 96 — 2465

[S - C - 29344]

26 AOÛT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les dispositions transitoires relatives aux directeurs et directeurs adjoints de l'enseignement supérieur de type long de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel du 25 juillet 1996, notamment l'article 27ter;

Vu l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 1er août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 24 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 26 août 1996;

Vu le protocole du 30 juillet 1996 du Comité de secteur IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de procéder aux nominations de directeurs et directeurs adjoints avant la rentrée académique fixée au plus tard le 15 septembre 1996;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 août 1996,

Arrête :

Article 1er. Sont visés par le présent arrêté les membres du personnel directeur et enseignant exerçant dans un établissement d'enseignement supérieur de type long de la Communauté française à la date du 1er avril 1996 une des fonctions à prestations complètes suivantes: directeur, directeur adjoint.

Art. 2. Pour être nommé à titre définitif à l'une des fonctions visées à l'article 1er, le membre du personnel doit être porteur d'un diplôme de fin d'études délivré par une université, par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou par un jury de la Communauté française ou d'un titre qui a été assimilé à un tel diplôme.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 9° de l'arrêté royal du 1er août 1977, fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, le Gouvernement de la Communauté française nomme à titre définitif les membres du personnel visés à l'article 1er, sans proposition du Conseil d'administration.

Art. 4. La nomination à titre définitif des membres du personnel visés à l'article 1er ne peut intervenir que dans le respect de l'article 14 de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long.

Art. 5. Les membres du personnel sont, en vertu du présent arrêté, nommés à titre définitif à la date du 29 juin 1996.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juin 1996.